



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 23 décembre 2024

Nos réf : DREAL/2025D/882

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23 mai 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

## **DRAGAGES DU PONT DE LESCAR**

Route départementale D2  
64230 Artiguelouve

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 23 mai 2024, de l'établissement exploité par la société Dragages du Pont de Lescar et implanté sur les parcelles cadastrées 247pp et 237pp de la section AB sur le territoire de la commune d'Artiguelouve (64230). L'inspection a été annoncée le 7 mai 2024. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing régionale relative aux risques incendies dans les installations de tri et regroupement de déchets.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

DRAGAGES DU PONT DE LESCAR  
Route départementale D2 - 64230 Artiguelouve  
Code AIOT dans GUN : 0003100972  
Régime : Enregistrement  
Seveso / IED : Non

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- moyen de lutte contre l'incendie,
- dispositifs de prévention des accidents,
- dispositifs de rétention des eaux de ruissellement générées lors d'une situation accidentelle.

### **Présentation de la société**

La société Dragages du Pont de Lescar exploite, sur la commune d'Artiguelouve, un centre de broyage, concassage et criblage de déchets inertes issus du BTP et une station de transit de produits minéraux.

Le site occupe les parcelles cadastrées 247pp et 237 pp de la section AB.

La surface du site est d'environ 40 600 m².



*Vue aérienne du site*

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois, positionnement sur la situation administrative
2	Extincteurs, plan	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois, mise à jour du plan des installations
3	Points d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois soit démonstration que l'ensemble des déchets présents sur le site n'est ni combustible ni inflammable soit mise en œuvre d'un ou plusieurs points d'eau incendie
5	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois, installation d'un système de détection automatique et d'alarme incendie
6	Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois, transmission des PV d'intervention
9	Capacité et obturation des réseaux	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	3 mois, transmission de la note de calcul 6 mois, mise en œuvre de la capacité de rétention

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Réserve de sable	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	/
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 2.5	/
8	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 2.6	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 23 mai 2024 a permis de constater que :

- l'exploitant n'exerce plus, à ce jour sur le site, l'activité de regroupement et de transit de mâchefers, activité destinée à leur formulation afin d'atteindre les performances mécaniques requises pour un usage routier,
- l'exploitant doit compléter le plan du site pour faciliter l'intervention du SDIS,
- le site ne dispose ni de poteau incendie, ni de réserve d'eau,
- un préfabriqué abritant des produits combustibles ne disposait pas de détection et alarme incendie,
- le site ne disposait pas de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées

*Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes*

La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :	Régime
a) Supérieure à 200 kW	Enregistrement
b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Déclaration

Rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées

*Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes*

La superficie de l'aire de transit étant :	Régime
1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Enregistrement
2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Déclaration

Rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées

*Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes*

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Régime
1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Enregistrement
2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Déclaration avec contrôle périodique

Rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées

*Installation de traitement de déchets non dangereux*

La quantité de déchets traités étant :	Régime
1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Autorisation
2. Inférieure à 10 t/j	Déclaration avec contrôle périodique

**Constats :**

L'installation des DRAGAGES DU PONT DE L'ESCAR, implantée sur la commune d'Artiguelouve, dispose du récépissé de déclaration n° 98/IC/177 délivré le 9 juillet 1998, au titre de la rubrique 2515 (installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes) pour une puissance des machines fixes de 174 kW. La rubrique 2517 (station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques) est visée pour une capacité de stockage de 10 000 m<sup>3</sup>, soit inférieure au seuil de la déclaration de 15 000 m<sup>3</sup>.

Par courrier du 14 mars 2022, les activités relevant de la rubrique 2517 (station de transit de produits minéraux) bénéficient du droit d'antériorité prévu par l'article L. 513-1 du Code de l'environnement pour une surface de 20 000 m<sup>2</sup> et relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement.

Enfin, l'exploitant bénéficie de la preuve de dépôt n° A-2-3XV9UTR4P du 25 mars 2022 au titre de la rubrique 2716 (transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes) pour un volume de 999 m<sup>3</sup> et de la rubrique 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux) pour une quantité de déchets traités de 9 t/j.

En 2022, l'exploitant a souhaité développer sur le site une activité de regroupement et de transit de mâchefers issus de l'incinérateur d'ordures ménagères de Lescar et ayant préalablement fait l'objet d'un processus de maturation.

Les mâchefers acceptés sur le site doivent répondre aux critères définis à l'annexe de l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Puis, les mâchefers font l'objet sur site d'une opération de formulation afin d'atteindre les performances mécaniques nécessaires pour un usage routier.

En séance, l'exploitant a indiqué avoir procédé à ces activités ponctuellement dans le cadre d'un chantier. Il précise que l'activité a pris fin le 19 avril 2023. L'exploitant envisage de reprendre cette activité à moyen terme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant se positionne sur la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées. Le cas échéant, il procède à une cessation partielle d'activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°2 : Moyens de lutte contre l'incendie – Extincteurs, plan**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. [...]

**Constats :**

Cinq extincteurs sont présents sur le site d'Artiguelouve : trois sont positionnés au niveau des installations et deux sont présents sur les engins.

Le plan du site est à actualiser en rajoutant une description des dangers identifiés sur les installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous trois mois, l'exploitant complète le plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Sous le même délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, le plan mis à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N°3 : Moyens de lutte contre l'incendie – Points d'eau incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

**Prescription contrôlée :** *La prescription contrôlée est exigible au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées, relative à l'activité de regroupement et de transit de mâchefers issus de l'incinérateur d'ordures ménagères de Lescar.*

[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.



Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures.

Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]

#### Constats :

Les déchets admis sur le site sont les suivants :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation, et les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélange bitumineux ne contenant pas de goudron	Dans le cas de chantier de voirie, Uniquement après la réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron et d'amiante
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant de parcs et jardins à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés
10 13 14	Déchets et boue de béton	Seulement après séchage pour être rendus inertes (siccité supérieure à 30%)

Cette liste est complétée par des graves de mâchefers provenant de l'incinérateur d'ordures ménagères de Lescar (code déchets 19 01 12).

Les installations ne disposent ni de poteau incendie, ni de réserve d'eau sur site ou à proximité immédiate du site.

L'exploitant a sollicité le SDIS 64 dans le but de valider des solutions techniques permettant d'améliorer la défense incendie. Le SDIS a procédé à la visite des sites de Lescar et d'Artiguelouve les 19 et 24 mars 2021. Dans ses conclusions en date du 21 mai 2021, il précise concernant le site d'Artiguelouve que « *la mise en aspiration d'un engin incendie dans le Gave n'est pas envisageable. Comme évoqué avec [l'exploitant], au regard de l'activité du site, il conviendra de disposer a minima d'un hydrant de 30 m³/h pendant 2 h ou d'une réserve de 60 m³. Vous pourrez utilement vous rapprocher de la Mairie d'Artiguelouve pour envisager avec eux la possibilité de mutualiser cette défense incendie avec celle de la commune. Dans les conditions évoquées pour chaque site, la défense incendie serait conforme au règlement départemental de la défense incendie* ».

L'exploitant précise en séance avoir procédé au chiffrage d'un conteneur mobile pouvant stocker 60 m³ d'eau d'extinction.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois :

- soit l'exploitant démontre que l'ensemble des déchets susceptibles d'être présents sur le site ne sont ni combustibles ni inflammables au sens des définitions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018,
- soit l'exploitant dote les installations d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
  1. des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
  2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures.

Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie – Réserve de sable

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

**Prescription contrôlée :**

[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre et des pelles. [...]

**Constats :**

L'installation est dotée d'une réserve de matériaux adaptés à la lutte contre l'incendie

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées ne formule pas de demande à la suite du constat.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°5 : Moyens de lutte contre l'incendie – Détection automatique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

**Prescription contrôlée :**

[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...]

**Constats :**

Le site est équipé d'une base de vie. Un préfabriqué est utilisé pour le stockage d'outils et de matériaux, notamment des huiles destinées à l'entretien des machines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous trois mois, l'exploitant équipe le préfabriqué d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – Vérification périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

**Prescription contrôlée :**

[...] Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

L'exploitant a produit en séance :

- le registre de vérification annuelle des extincteurs. Le dernier contrôle en date a été réalisé le 6 juin 2023,
- le procès verbal d'intervention relatif à la vérification effectuée en 2022. Le PV couvre trois sites dont celui d'Artiguelouve.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les PV d'intervention relatifs aux contrôles réalisés en 2023 et 2024 et identifie clairement les cinq extincteurs présents sur le site d'Artiguelouve.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°7 : Dispositifs de prévention des accidents – Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 2.5

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a produit en séance :

- le rapport 2023 de maintenance des installations électriques,
- le rapport 2022 de thermographie des installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées ne formule pas de demande à la suite du constat.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°8 : Dispositifs de prévention des accidents – Mise à la terre des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 2.6

**Prescription contrôlée :**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits ou déchets qu'ils contiennent.

**Constats :**

Il n'a pas été constaté la présence d'équipements métalliques de type réservoir, cuve ou canalisation sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées ne formule pas de demande à la suite du constat.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°9 : Dispositifs de prévention des accidents – Capacité et obturation des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 2.9

**Prescription contrôlée :** *La prescription contrôlée est exigible au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées, relative à l'activité de regroupement et de transit de mâchefers issus de l'incinérateur d'ordures ménagères de Lescar.*



Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

**Constats :**

Le site ne dispose pas d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport.

**Observations :**

Sous trois mois et en relation avec les besoins en eaux d'extinction incendie (voir point de contrôle n°3), l'exploitant transmet le calcul de dimensionnement de la capacité de rétention.

Sous six mois, l'exploitant met en œuvre la capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport intégrant un dispositif d'obturation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :**

- Sous 3 mois, transmission de la note de calcul,
- Sous 6 mois, mise en œuvre de la capacité de rétention.